

LE 14/12/2020

Un référendum pour inscrire la défense du climat dans la Constitution

JOURNAL DE 22H par Solène Cressant et Rédaction

Emmanuel Macron annonce un référendum pour inscrire la défense du climat dans la Constitution face aux membres de la convention citoyenne pour le climat. Le chef de l'Etat répond à une partie de leur propositions après trois heures de débats.



Emmanuel Macron au CESE face aux membres de la Convention citoyenne pour le climat lundi 14 décembre 2020. • Crédits : Thibault Camus - AFP

Une troisième rencontre, de plus de trois heures, entre Emmanuel Macron et 132 membres de la Convention citoyenne pour le climat, alors que beaucoup de ces citoyens - qui ont rendu des propositions pour lutter contre le réchauffement climatique, craignent qu'elles soient vidées de leur substance par le gouvernement. Emmanuel Macron a tenté de rassurer au conseil économique social et environnemental (CESE), il est surtout venu avec une annonce forte : proposer un référendum pour inscrire la défense du climat dans la Constitution.

Les autres titres du journal

Ce référendum ressemble à une avancée pour les lois françaises, mais un échec vient d'avoir lieu au niveau international, sur un autre sujet environnemental : la surpêche. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) n'a pas arraché d'accord à la date butoir. Les discussions ont commencé il y a près de vingt ans avec un objectif : éliminer les subventions qui contribuent à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée d'ici à la fin de l'année 2020. Les membres de l'OMC invoquent la pandémie de Covid-19 qui a mis un frein aux réunions et ils promettent d'en reparler dès janvier 2021. Invité de ce journal : Frédéric Le Manach, le directeur scientifique de l'association Bloom, qui oeuvre pour la protection des océans.

“ C'est un désaveu cuisant d'obtenir un non résultat, alors que c'était vraiment la date butoir, le dernier espoir pour obtenir cet accord. On attend beaucoup de cet accord parce que l'OMC permet quand même d'avoir des accords contraignants au niveau international, ce qui n'est pas du tout le cas des Nations unies, par exemple, qui formulent du droit mou qui n'est pas contraignant. Donc, on attendait vraiment de l'OMC d'avoir un accord contraignant qui demandait, qui exigeait aux États membres d'interdire ces subventions. Car on voit très bien quand il n'y a pas de contraintes sur l'allocation des subventions, l'argent public est utilisé à très mauvais escient. C'est-à-dire que l'on va financer de nouveaux bateaux plus puissants, plus efficaces pour aller chercher le poisson. Et c'est vraiment ça qui fait que l'on a effectivement 90% des populations de poissons au niveau mondial qui sont complètement exploitées, à leur maximum ou même surexploités, partout dans le monde.

Google s'enrhume et des milliards d'internautes toussent ! Panne géante chez le géant du numérique. Gmail, GoogleMaps, mais aussi YouTube, tous ces outils devenus essentiels à notre quotidien et à notre travail ont cessé de fonctionner pendant une heure partout dans le monde. Preuve de notre dépendance selon le spécialiste en cybersécurité Nicolas Arpagian.

Après le Royaume-Uni et le Canada, aux Etats-Unis c'est de nouveau une femme, Sandra, infirmière qui a été la première américaine vaccinée contre le covid-19 avec le vaccin des laboratoires Pfizer et BioNtech.

L'ÉQUIPE

Journaliste

Solène Cressant, Rédaction

Avec la collaboration de

Caroline Bennetot